Nevoy : ils reviennent au mois d'août

Publication : jeudi 25 juillet 2013 11:24

Le Journal de Gien, 25 juillet 2013

RASSEMBLEMENT TZIGANE ESTIVAL À NEVOY

Ils reviennent au mois d'août

Bis repetita ! Alors que l'on avait promis aux élus giennois que plus jamais ne se tiendrait de rassemblement tzigane estival à Nevoy après celui de 2011, le nouvelle a été confirmée lundi par la préfecture, le rassemblement 2013 aura bien lieu à Nevoy, du 25 août au 1er septembre.

« Nous ne nous laisserons pas faire, nous enverrons un message fort à l'administration par cette conférence de presse. » confiaient en chœur les trois élus giennois Christian Bouleau, président de la communauté des communes giennoises et maire de Saint-Brisson, Patrick Chiérico, maire de Gien et Michel Beeuwsaert, maire de Nevoy jeudi 18 juillet en évoquant la probabilité de la tenue d'un nouveau rassemblement estival tzigane fin août sur le terrain de « Vie et Lumière ».

Ils n'ont malheureusement pas été entendus puisque lundi après-midi, la préfecture du Loiret a confirmé la tenue du rassemblement estival à Nevoy, du dimanche 25 août au dimanche 1er septembre, sur la propriété de la mission évangélique tziganes « Vie et lumière ».

Jeudi 18 juillet, les trois élus giennois avaient tenu une conférence de presse pour marquer leur opposition à un nouveau rassemblement estival dans le Giennois : ils n'ont pas été entendus par le gouvernement.

Non-respect de la parole donnée par l'Etat

« L'Etat s'était engagé pour qu'il n'y ait pas deux rassemblements à Nevoy après celui de 2011 » rappelait Christian Bouleau. Michel Beeuwsaert enchaînait à ce propos une sortie du ministre de l'Intérieur de l'époque, Claude Guéant, affirmant qu'un second rassemblement estival n'aurait pas lieu à Nevoy, mais il était précisé en... 2012. Et depuis, on le sait, les hommes au ministère ont changé.

« Je suis furieux » confiait Christian Bouleau après l'annonce, ajoutant « l'Etat n'a pas respecté la parole donnée, nous sommes bafoués ».

« Je suis très, très, très déçu et même fâché » confirmait le maire de Gien, Patrick Chiérico qui se dit « ulcéré par le désengagement de l'Etat. » « Je n'en veux pas au préfet » ajoutait le maire de Gien qui estime que le gouvernement a choisi la solution de facilité plutôt que jouer la carte de la rotation des rassemblements estivaux sur l'ensemble du territoire.

« Je n'apprécie pas du tout, je suis excédé par le non-respect de la parole donnée par l'Etat » lançait de son côté Michel Beeuwsaert, le maire de Nevoy.

Aucun terrain proposé aux Tziganes

Même son de cloche du côté tzigane où l'organisateur des conventions, le pasteur Johnny Charpentier ne s'attendait pas à revenir à Nevoy au mois d'août : « J'ai vu le ministre de l'Intérieur Manuel Valls le 17 juillet, il m'a assuré en me disant qu'il avait demandé l'arbitrage du premier ministre pour le choix des terrains ».

« On ne nous a fait aucune proposition de terrain » ajoute Johnny Charpentier qui assure « nous ne sommes pas enchantés d'en plus de revenir cet été à Nevoy ».

Le sénateur n'a pas été entendu non plus

La médiation du sénateur socialiste du Loiret, Jean-Pierre Sueur, président de la commission des lois n'aura pas suffi non plus : « J'ai pris contact personnellement avec le premier ministre, le ministre de l'Intérieur ainsi qu'avec leurs directeurs de cabinets respectifs. J'ai aussi pris contact avec la présidence de la République. J'ai exposé avec beaucoup d'insistance les risques réels d'incompréhension auxquels on pourrait se heurter si l'engagement pris n'était pas respecté », « Je déplore pour ma part que l'engagement de l'Etat n'ait pas été respecté » confie le sénateur Jean-Pierre Sueur.

La nouvelle ne devrait guère réjouir également les riverains du site des « Petites bosses » qui vont à nouveau se « bunkériser » pendant quinze jours.

RÉMI BICHON

Une manifestation de protestation samedi 3 août à Nevoy

Mardi soir, les trois élus giennois se sont réunis pour mettre au point leurs réponses.

Pas de démission des maires

Pas question pour Christian Bouleau de brandir la menace de démission, ni même pour Patrick Chiérico et Michel Beeuwsaert, même si chez ce dernier, des conseillers seraient prêts à envisager une telle issue. à l'image du maire de Guérande face à l'envahissement de son stade par des membres de la communauté de « Vie et Lumière ». (Le conseil de Nevoy se réunit mercredi soit après notre parution).

La position de Christian Bouleau est claire : « on ne doit pas laisser seuls nos administrés face à cette problématique, nous ne prendrons pas en otage nos administrés ».

« Nous serons plus responsables que l'Etat » annonce Christian Bouleau qui a clairement indiqué qu'il fera garder la zone industrielle et commerciale de la Bosserie par des vigiles pour en interdire l'accès aux caravanes qui l'avaient envahie au printemps dernier pendant des semaines.

Victimes de la médiatisation des problèmes précédents

« Nous sommes victimes de la médiatisation des problèmes précédents avec la communauté des gens du voyage » estime Christian Bouleau en évoquant les tensions nées des vifs échanges entre les maires de Nice, de Guérande et dernièrement du député-maire de Chalet et la communauté des gens du voyage : « Pour le gouvernement, les installer sur leur propriété a été une solution de facilité ».

Une manifestation samedi 3 août à Nevoy

À l'issue de leur concertation mardi soir, les trois élus giennois ont décidé de contier la population à une manifestation de protestation contre ce deuxième rassemblement dans l'année. Elle aura lieu samedi 3 août à 11 heures avec un rendez-vous à l'école de Nevoy pour un défilé qui conduira les manifestants jusqu'au rond-point de la déviation, comme il y a deux ans en 2011. Les élus invitent aussi leurs collègues du canton à venir les rejoindre pour protester contre le non-respect de la parole de l'Etat.

« Nous réservons nos réponses en matière d'aides après la réunion qui se tiendra avec le préfet à la mairie de Gien vendredi après-midi », indique Christian Bouleau. Le préfet doit y rencontrer les trois élus avant une réunion avec l'ensemble des services appelés à gérer ce futur rassemblement. « Mais si la sécurité de nos administrés est en cause, nous mettrons la main à la poche » confirme Christian Bouleau.

.

Phoca PDF